

La capacité de l'Iran à consolider sa position en tant qu'acteur clé à la suite du conflit de Gaza déterminera en grande partie la reconfiguration de l'équilibre des pouvoirs au Moyen-Orient.

Luciano Zaccara, professeur chercheur, Centre d'Études du Golfe, Université du Qatar.

ENTRE LES ÉCHOS ET LES OMBRES : L'IRAN DANS LE LABYRINTHE DE LA GUERRE

La guerre qui a débuté à Gaza à la suite des attaques du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 a marqué non seulement un nouveau chapitre tragique du conflit israélo-palestinien, mais a également mis en lumière le rôle important de l'Iran dans ce scénario particulier et dans la région en général. Depuis le début du conflit, l'attention des médias s'est concentrée sur l'Iran, notamment en ce qui concerne son soutien au Hamas, aussi bien intellectuel que matériel. Si Israël et les États-Unis ont évité de l'accuser directement, faute de preuves concrètes, ils ont tous deux laissé entendre que ces attaques n'auraient pas pu être menées sans la bénédiction de Téhéran.

Le soutien de l'Iran au Hamas par l'intermédiaire de « l'axe de la résistance » s'est avéré être l'un des piliers de la politique régionale iranienne, qui a trouvé dans la dissuasion asymétrique et la bataille discursive les principaux outils, pour atteindre ses objectifs diplomatiques et stratégiques.

IRAN ET ISRAËL : LA DYNAMIQUE DE LA TENSION ET DES REPRÉSAILLES

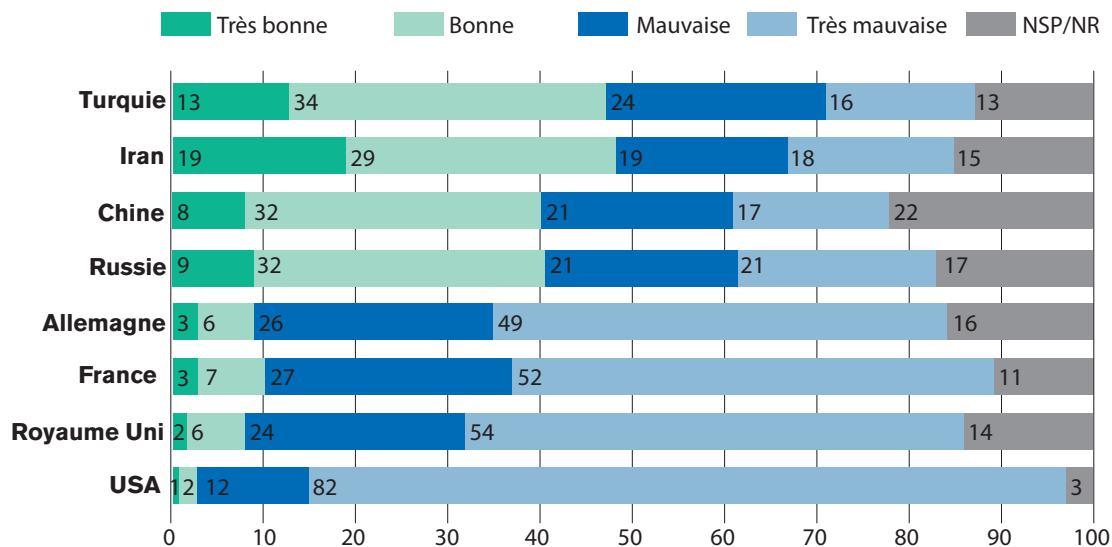
Bien que les accusations contre l'Iran aient émergé immédiatement après le 7 octobre – même des médias israéliens comme *Haaretz* ont affirmé qu'il s'agissait d'une vengeance pour l'assassinat du général Qassem Soleimani en janvier 2020 – l'absence de preuves concrètes a rendu difficile l'établissement d'un lien direct entre Téhéran et les décisions et les actions du Hamas. Le lendemain de l'attentat, le *Wall Street Journal* faisait état de réunions à Beyrouth entre des dirigeants du Hamas,

du Hezbollah et des Gardiens de la révolution iraniens, au cours desquelles l'attentat aurait supposément été organisé. Mais l'Iran a maintenu une position prudente, évitant de reconnaître toute implication directe dans les attaques contre Israël. Cette prudence s'est également étendue aux attaques lancées depuis le territoire yéménite par la milice houthie et aux tirs de roquettes du Hezbollah, depuis le sud du Liban. L'Iran est conscient des représailles qu'il pourrait subir s'il reconnaissait une attaque directe, et préfère se distancer des décisions opérationnelles qui, selon Téhéran, dépendent exclusivement des commandants des groupes alliés.

Cette prudence n'a cependant pas empêché l'Iran d'être la cible d'attentats, aussi bien sur son territoire que contre ses intérêts et son personnel militaire dans la région, dont certaines ont été ouvertement attribuées à Israël, aussi bien avant qu'après le 7 octobre. Deux sont à signaler à Damas, la première ayant entraîné la mort de cinq officiers supérieurs de la brigade Al Qods des Gardiens de la révolution iraniens, le 24 janvier 2024, et une autre contre des installations militaires iraniennes à la périphérie de la capitale cinq jours plus tard, qui n'a cependant pas fait état de victimes iraniennes.

Il est important de rappeler que ces événements ne sont pas un phénomène nouveau. Selon le projet « The Iran Primer » de l'United States Institute of Peace, 24 attaques sur le territoire iranien attribuées à Israël ont été enregistrées entre janvier 2010 et janvier 2023. Il s'agit notamment d'épisodes de cyberguerre, tels que le célèbre virus Stuxnet qui a affecté les installations nucléaires iraniennes, de frappes de drones meurtrières

L'OPINION PUBLIQUE ARABE SUR LES POSITIONS INTERNATIONALES ET RÉGIONALES



Source : Enquête réalisée entre le 12 décembre et le 5 janvier 2024. Arab Center Washington DC (ACW).

contre des scientifiques nucléaires et des installations sensibles et d'attentats contre des personnalités spécifiques, exécutés par des individus à bord de véhicules dans la capitale iranienne même. La dernière en date, rapportée par le *New York Times* le 16 février, mais non confirmée officiellement par Tel-Aviv, a été l'explosion simultanée de plusieurs sections de deux gazoducs fournissant du gaz pour la consommation urbaine et d'une usine chimique près de Téhéran.

À partir de 2013 également, les Gardiens de la révolution iraniens ont subi une série d'attaques sur le territoire syrien, accumulant plus de 100 incidents depuis lors jusqu'en 2018, selon « The Iran Primer ». Ces événements ont transformé la Syrie en un champ de bataille virtuel pour la guerre (pas si) froide entre Israël et l'Iran, augmentant le risque de propagation du conflit au niveau régional. Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a catégoriquement rejeté la présence militaire de l'Iran près du plateau du Golan, depuis que Téhéran est venu en aide à son allié Bachar al Assad, et a annoncé des mesures décisives à cet égard, auxquelles il s'est conformé jusqu'à présent. Parmi les incidents les plus significatifs, citons l'assassinat du général de brigade iranien Mohammed Ali Allah Dadi, le 18 janvier 2015, sur la partie syrienne du plateau du Golan; le bombardement de la base militaire d'Al Kiswah près de Damas le 3 décembre 2017, qui a entraîné la mort de 12 soldats iraniens; et une attaque intensive le 9 mai 2018 qui, selon le *Washington Post*, a fait 18 morts parmi les militaires iraniens.

De plus, le 3 janvier de cette année, l'Iran a subi une attaque à l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat de Qassem Soleimani dans la ville de Kerman, qui a provoqué 103 morts. Cet attentat suicide, le plus meurtrier depuis des décennies en Iran, a été revendiqué par Daech, malgré les accusations de l'Iran contre Israël et les États-Unis. Selon des informations publiées par Al Jazira le 24 janvier, les autorités américaines auraient averti Téhéran de la possibilité de telles attaques. En réponse, l'Iran a attaqué des cibles prétendument liées à Daech en Syrie et

en Irak, ainsi qu'une base présumée du Mossad israélien à Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan, bien que cette action n'ait pas été confirmée par Tel-Aviv.

L'IRAN, LA GUERRE DES RÉCITS ET L'OPINION PUBLIQUE ARABE

La guerre à Gaza se déroule non seulement dans une bataille sur le terrain, marquée par des inégalités militaires et un coût très élevé en vies palestiniennes, mais aussi dans un concours de récits par les différents acteurs impliqués. Ici, l'Iran se distingue, une fois de plus, comme l'un des principaux protagonistes, réussissant cette fois-ci, du moins pour l'instant, à articuler son discours avec un succès remarquable. L'Iran a utilisé cette opportunité pour influencer efficacement l'opinion publique et les relations diplomatiques, comme il l'a fait dans le passé. Cette approche avait déjà facilité la normalisation des relations avec des pays clés comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis entre 2021 et 2023, ainsi que l'ouverture de canaux de dialogue avec l'Égypte et le Bahreïn. Ce mouvement stratégique a également renforcé la position de la Syrie, principal allié de l'Iran dans la région, en rejoignant la Ligue des États arabes. Aujourd'hui, avec la guerre à Gaza, l'Iran réaffirme une fois de plus sa position contre les accords de paix avec Israël, de ceux de Camp David en 1979 à ceux d'Abraham en 2020, qu'il a toujours maintenue depuis la Révolution islamique.

Le discours de « l'axe de la résistance » promu par l'Iran et qui implique la Syrie, le Hezbollah, le Hamas, les milices irakiennes et houthies, a trouvé un large écho au sein de la population arabe, qui considère souvent la position de Téhéran sur la Palestine plus favorablement que celle de leurs propres gouvernements, limités par leurs engagements passés envers Israël. Cette perception favorable a profité à l'Iran durant les quatre mois de conflit, malgré les restrictions et limitations imposées par la communauté internationale et le contexte régional, pas toujours favorable à Téhéran.



Bannière indiquant en persan et en hébreu « Nous sommes plus forts et plus motivés que jamais. Êtes-vous prêts pour 2 millions de personnes déplacées ? » avec des images de missiles iraniens. Téhéran, février 2024./FATEMEH BAHRAMI/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

C'est ce qui ressort du sondage publié le 8 février de cette année par l'Arab Center Washington DC. L'enquête a été menée au cours des trois premiers mois de la guerre, entre le 12 décembre 2023 et le 5 janvier 2024, dans 16 nations arabes, et elle a été réalisée auprès de plus de 8 000 répondants, représentant plus de 95 % de la population arabe. L'aspect le plus pertinent des résultats est sans aucun doute que l'Iran est apparu comme l'acteur régional le plus influent dans sa réponse à la guerre d'Israël à Gaza, 48 % des personnes interrogées ayant exprimé leur soutien à la position de Téhéran, devant d'autres acteurs régionaux et internationaux tels que la Turquie, la Chine, la Russie, l'Allemagne et la France. La perception relativement positive de l'Iran est également mise en regard de l'opinion négative à l'égard des réponses des États arabes à la guerre. Les résultats indiquent un changement de perception, l'Iran étant moins perçu comme une menace pour la sécurité et la stabilité régionales à la suite du conflit de Gaza qu'en 2018. Alors que 7 % des Arabes considèrent l'Iran comme la principale menace (contre 13 % en 2018), 51 % identifient les politiques des États-Unis comme les plus menaçantes, suivies par Israël avec 26 %.

La capacité de l'Iran à capitaliser sur le soutien populaire arabe à long terme envers sa position sur le conflit de Gaza, dépendra de la manière dont la crise se déroulera dans les mois à venir et de sa capacité à maintenir un

discours ferme, qui aligne néanmoins de manière cohérente la narration sur l'action. Les autorités iraniennes ont répété à de nombreuses reprises qu'elles se « réservaient le droit de répondre » aux attaques lorsqu'elles le jugeraient opportun, en plus de proférer des menaces constantes à l'encontre d'Israël pour ses actions à Gaza, qu'il n'a jusqu'à présent, du moins, pas exécutées directement. L'opinion publique arabe et, en général, celle du Sud Global, plus sensible à la cause palestinienne que celle de l'Occident, pourrait abandonner son soutien à l'Iran précisément en raison de ses promesses non tenues. Cette situation est aggravée par le fait que l'opinion publique iranienne estime que son gouvernement ne réagit pas suffisamment aux attaques contre ses intérêts et son territoire, ainsi que par le mécontentement intérieur croissant face à l'investissement par l'Iran, depuis des décennies, de ressources considérables à l'étranger pour soutenir des causes régionales, alors qu'il est confronté à des problèmes économiques non résolus dans son pays, en partie à cause des sanctions internationales.

LES LIMITES DE LA DISSUASION ASYMÉTRIQUE IRANIENNE

Conscient de ses limites stratégiques face à l'armement conventionnel et de l'impossibilité d'un conflit direct contre des puissances telles que les États-Unis et Israël, l'Iran a mis au point, au cours des dernières décennies, une stratégie de dissuasion asymétrique extrêmement efficace. Cette stratégie comprend le développement et la mise en œuvre de capacités non conventionnelles, notamment la guerre cybernétique, l'utilisation de drones militaires peu coûteux et une présence active dans les

Conscient de ses limites stratégiques face à l'armement conventionnel et de l'impossibilité d'un conflit direct contre des puissances telles que les États-Unis et Israël, l'Iran a mis au point une stratégie de dissuasion asymétrique efficace, sans pour autant transformer l'équilibre des pouvoirs et les structures politiques fondamentales dans la région

eaux du golfe Persique par le biais de vedettes rapides, domaines dans lesquels l'Iran a acquis un avantage comparatif par rapport à ses voisins et, à certains égards, même par rapport à des puissances telles que les États-Unis. Cette approche a été mise en évidence lors de plusieurs incidents survenus entre 2019 et 2020, lorsque l'Iran et les États-Unis ont frôlé le seuil de la confrontation directe. La dissuasion asymétrique s'est avérée efficace pour empêcher une attaque de grande envergure contre l'Iran, bien qu'elle n'ait pas réussi à empêcher des actions importantes telles que l'assassinat par les États-Unis du général Soleimani sur le sol irakien.

La stratégie de l'Iran a joué un rôle clé dans la reprise des relations diplomatiques avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, surmontant les tensions antérieures remontant à 2016. La signature des Accords de Pékin en mars 2023 entre l'Iran et l'Arabie saoudite a revitalisé les pactes de sécurité de 2001, qui visaient à garantir que l'Iran ne constitue pas une menace militaire pour les États membres du Conseil de coopération du Golfe, et vice versa. Cette approche, preuve du pragmatisme iranien, a cherché à apaiser les tensions dans le golfe Persique, coïncidant avec la signature des Accords d'Abraham par les EAU et l'annonce d'une possible reconnaissance d'Israël par Mohammed Ben Salman, quelques jours seulement avant l'attaque du Hamas. Malgré les critiques de l'Iran sur la normalisation avec Israël, cela n'a pas empêché un rapprochement entre Tel-Aviv et ses voisins arabes, démontrant une capacité de manœuvre diplomatique privilégiant la stabilisation régionale aux divergences idéologiques et reposant sur le succès de sa dissuasion asymétrique.

Cependant, la stratégie de l'Iran, bien qu'elle ait recueillie certains succès, est confrontée à des défis et à des limites considérables. Si la dissuasion asymétrique et l'influence narrative sont des outils puissants, ils ne peuvent pas transformer radicalement l'équilibre des pouvoirs et les structures politiques fondamentales au Moyen-Orient, comme le souhaiterait Téhéran. La guerre actuelle à Gaza a mis en lumière la géopolitique complexe de la région, plaçant l'Iran comme un acteur clé, mais pas le seul, dans un environnement extrêmement complexe et volatile.

Le principal défi pour l'Iran réside dans la possibilité d'une erreur de calcul dans ce délicat exercice d'équilibres, où l'interaction entre de multiples acteurs étatiques et non étatiques, chacun avec ses propres agendas et capacités, pourrait déclencher des conséquences imprévues. Ce qui s'est passé en 2020, avec la mort de Soleimani et l'erreur tragique de la défense aérienne iranienne qui a abattu un avion de ligne civil avec 290

passagers iraniens à bord, en est un bon exemple. Un faux pas ne mettrait pas seulement en péril les réussites de l'Iran jusqu'à présent, mais pourrait également être exacerbé par la prolongation du conflit à Gaza, qui met à l'épreuve la capacité de l'Iran à soutenir une confrontation indirecte de faible intensité, tout en évitant une confrontation directe avec Israël et les États-Unis.

De plus, l'Iran doit assurer la cohésion de « l'axe de la résistance », en gardant ses alliés motivés et unis, malgré les pressions et les défis liés à la confrontation avec les États-Unis et Israël. Il s'agit notamment d'éviter les défections ou les critiques sur l'absence d'action directe de Téhéran, alors que d'autres acteurs disposant de moins de ressources, tels que les Houthis en mer Rouge, souffrent sur leur propre territoire les conséquences d'une confrontation directe avec Israël et ses alliés occidentaux. La gestion de ces complexités est cruciale pour préserver l'influence et les gains stratégiques de l'Iran dans la région.

CONCLUSION : L'IRAN DANS UNE RÉGION EN MUTATION

Après le 7 octobre, le Moyen-Orient se trouve à un tournant dont il est encore difficile de prévoir toutes les conséquences. La guerre à Gaza a non seulement mis en lumière les profondes tensions non résolues entre Israël et la Palestine, qui ne le seront probablement pas d'ici la fin de la guerre, mais elle a également servi de catalyseur pour mettre en évidence l'influence croissante de l'Iran, dans la géopolitique de la région. Ce changement se produit au détriment de l'image et de la légitimité dont les États-Unis et l'Union européenne jouissaient auparavant auprès des sociétés du Moyen-Orient, en raison de leur inaction perçue face aux souffrances de la population palestinienne, pendant quatre mois de siège et de bombardements incessants. C'est également au détriment des gouvernements arabes qui ont signé des accords de paix avec Israël et qui, selon leurs propres citoyens, n'en font pas assez pour la cause palestinienne.

Au fur et à mesure que le conflit évolue, le débat sur le rôle de l'Iran et sa stratégie de résistance s'intensifie, et devient un point crucial d'analyse et de discussion au sein de la sphère internationale. Cela est essentiel non seulement pour mesurer le succès de Téhéran dans la réalisation de ses objectifs déclarés, mais aussi pour évaluer les implications à long terme de sa victoire, aussi bien au niveau discursif que stratégique. La capacité de l'Iran à consolider sa position après le conflit déterminera en grande mesure la reconfiguration de l'équilibre des pouvoirs au Moyen-Orient./